

REDONNER L'ENVIE ET LA POSSIBILITÉ D'ENTREPRENDRE

Une ruralité vivante, c'est nécessairement une économie rurale vivante ! Or, le constat général est que la volonté d'entreprendre dans les territoires ruraux s'est étiolée : les milieux ruraux apparaissent souvent peu attrayants et peu compétitifs pour l'installation d'entreprises (1). Des années de procédures d'appui aux territoires ont permis la progression des équipements, des services à la personne, une meilleure organisation des collectivités, mais n'ont eu que peu d'impact sur l'augmentation des activités et des emplois.

Pourtant le monde rural ne manque pas d'atouts : il dispose d'un patrimoine identitaire, de savoir-faire diversifiés, d'un cadre de vie et de ressources humaines de qualité, d'espace, d'un environnement social et culturel privilégié qui répond pleinement aux nouvelles attentes de la population, sans parler du coût de la main d'œuvre généralement inférieur à ce qu'il est en zone urbaine.

Les territoires ruraux ne resteront vivants que s'ils s'organisent pour recréer la volonté et la capacité d'entreprendre. Or, beaucoup d'obstacles propres aux milieux ruraux freinent ce développement : désertification rurale et pénurie de main d'œuvre qualifiée, de matière grise sur les territoires très isolés, manque de transversalité et d'organisation des acteurs impliqués – institutionnels, économiques et associatifs –, absence de cadre général porteur de sens et créateur d'envie, éloignement des marchés, complexité des dossiers de financement, etc.

Parmi tous ces obstacles, le mauvais fonctionnement collectif des acteurs semblerait le cœur du blocage des démarches de développement. Il résulte généralement de l'absence, ou de l'orga-

nisation défaillante, des trois systèmes d'acteurs - institutionnels, économiques, associatifs - et principalement des acteurs économiques qui ne sont pas impliqués dans les démarches et qui évoluent davantage selon leur filière professionnelle. Pourtant une implication dans une démarche territoriale et transversale peut constituer une rente pour toute entreprise : connaissance partagée du milieu de vie et de son évolution (meilleure adaptation), intégration des salariés dans la vie locale, création de nouveaux réseaux, meilleure prise en compte des besoins de l'entreprise, offre en habitat, en équipement, en services, en ressources humaines, en loisirs...

Cette hypothèse a pu se vérifier à partir de quatre territoires : basque, béarnais, cathare et gâtinais (2). Il est clairement apparu que la mise en condition pour réaliser, réussir et pérenniser une démarche de développement économique demande un assemblage subtil de trois registres d'intervention : le recensement de toutes les ressources et leur connaissance par les trois catégories d'acteurs, l'organisation transversale et le pilotage dynamique et porteur de sens, au centre duquel la dimension humaine joue un rôle majeur. Ce processus de management territorial est complexe, mais indispensable. Or les territoires ruraux souffrent souvent de ne travailler que sur des démarches à un ou deux registres.

À partir de ce constat, plusieurs réflexions doivent être engagées : comment mieux cibler les actions d'animation vers les entrepreneurs ? comment réussir un diagnostic partagé qui soude tous les acteurs ? comment garantir la transmission du pilotage des actions ?

Ingrid Mansouri
Sol et Civilisation

(1) Quelles qu'elles soient : micro-entreprise, TPE, PMI-PME, et quel que soit leur secteur d'activité.

(2) Voir le séminaire des 20 et 21 novembre 2001 à Toulouse (École Supérieure d'Agriculture) – Lettre n° 22 de *Sol et Civilisation*.